

DEKRA Industrial SAS
ACT CTC CHAMPAGNE NORD
54, rue Saint Léonard
ZI Sud Est
CS60016
51686 REIMS CEDEX 2
Tel : 03.20.16.33.79

Maître d'ouvrage :
M Tony MONCUY
UNION IMMOB ORGANISMES S S - UIOSS
14 Rue du Ruisselet
51100 REIMS



REIMS - UIOSS - REAMENAGEMENT DES PLATEAUX A ET B R+1

Ouvrage(s) : REIMS - UIOSS - REAMENAGEMENT DES
PLATEAUX A ET B R+1

Rapport Initial de Contrôle Technique en phase Dossier de consultation des entreprises

| | |
|---------------------------|--|
| Maître d'Ouvrage : | UNION IMMOB ORGANISMES S S - UIOSS 14 Rue du Ruisselet 51100 REIMS |
| Mission concernée : | Hand, L*, LE, S* |
| Nature des travaux : | Aménagement intérieur |

Etabli par :

LAURENT LAZZERI Responsable d'affaires



Validé par :

KEVINE HACQUIN Ingénieur généraliste



Référence : **54298142/1**

Nombre de pages : 57

Date : 17 mars 2025



SOMMAIRE

| | | |
|----------|---|-----------|
| 1 | DONNÉES GÉNÉRALES | 3 |
| 1.1 | OBJET DU RAPPORT | 3 |
| 1.2 | IDENTIFICATION DES INTERVENANTS | 3 |
| 1.3 | DESCRIPTION DE L'OPÉRATION | 4 |
| 1.4 | ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT | 7 |
| 1.5 | AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS | 9 |
| 1.6 | CLASSEMENT | 9 |
| 1.7 | FORMULATION DES AVIS | 11 |
| 1.8 | LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS | 12 |
| 2 | AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ..... | 13 |
| 2.1 | RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS | 13 |
| 2.2 | ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE..... | 20 |
| 2.3 | RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 1er GROUPE..... | 26 |
| 2.4 | RISQUE D'INCENDIE DANS LES LIEUX DE TRAVAIL | 43 |
| 2.5 | ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES | 55 |



1 DONNÉES GÉNÉRALES

1.1 OBJET DU RAPPORT

Le présent rapport a été établi par DEKRA Industrial dans le cadre de la mission Hand + L + LE + S de contrôle technique de construction qui lui a été confiée par le maître de l'ouvrage.

Ce rapport rend compte des avis et observations formulés à l'issue de l'examen des documents de conception qui lui ont été fournis.

Lorsque ces documents sont destinés à la consultation des entreprises, il constitue tout ou partie du Rapport Initial de Contrôle Technique tel que prévu à l'article 4.2 de la norme NF P 03 100. La diffusion du présent rapport « in extenso » aux entreprises consultées ou retenues pour la réalisation des travaux est à la charge du maître de l'ouvrage.

1.2 IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

DONNEUR D'ORDRE

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE
MALADIE - CPAM
14 Rue du Ruisselet
51100 REIMS**

MAITRE D'OUVRAGE

**UNION IMMOB ORGANISMES S S - UIOSS
14 Rue du Ruisselet
51100 REIMS**



1.3 DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

➤ **Adresse du chantier :** **14 Rue du Ruisselet
51100 REIMS**

➤ **Nature et objet des travaux :**

Résumé du programme de travaux

Travaux de réaménagement des plateaux A et B au R+1, création d'un local serveur au R-1 et modification du local onduleurs au R-1.

L'allotissement des lots est le suivant :

- Lot 01 Démolition et Désamiantage
- Lot 02 Chauffage Ventilation

Les autres lots sont pris en charge par l'UIOSS.

A noter que les travaux objets du présent rapport sont limités dans des volumes non accessibles au public.

Le bâtiment de l'Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale (U.I.O.S.S.) de la Marne, situé 202 rue des Capucins et 14 rue du Ruisselet à REIMS (51) accueille dans un seul bâtiment plusieurs organismes sociaux.

L'établissement se décompose comme suit :

Sous-sol : non accessible au public, comprenant :

- Parking véhicules,
- Locaux d'archives,
- Locaux d'entreposage,
- Locaux techniques,
- Local groupe électrogène de remplacement,
- Circulations horizontales,
- Paliers ascenseurs et cages d'escaliers.

Rez-de-jardin : partiellement accessible au public, comprenant :

- Partie accessible au public :
 - Accueil UIOSS - Noyau A/B,
 - Salle de réunion,
 - Sanitaires,
- Partie non accessible au public :
 - Bureaux,
 - Ateliers maintenance,
 - Economat,
 - Locaux électriques,
 - Logistique CPAM,
 - Parking véhicules,
 - Réserves,
 - Locaux techniques,
 - Anciennes réserves désaffectées des cuisines bâtiment C.

Rez-de-chaussée : partiellement accessible au public, comprenant:

- Bâtiment A non accessible au public :
 - Logement gardien,
 - Salle de réunions personnel,
 - 1 local archives,
 - 8 bureaux réaffectés pour l'UIOSS.



Bâtiment B Centre médical de prévention santé (CMPS) partiellement accessible au public :

- Local serveur dans noyau A/B (non accessible au public),
- Local archives (non accessible au public),
- Vestiaire (non accessible au public),
- 18 bureaux accessibles au public (prélèvements, consultation, secrétariat et direction),
- Bloc sanitaire accessible au public.

Bâtiment C CPAM partiellement accessible au public :

- Hall accueil CPAM accessible au public,
- Local technique électrique (non accessible au public),
- Local courrier (non accessible au public),
- Sanitaires (non accessibles au public),
- Local détente (non accessible au public).

Bâtiment CRAM (contigu patio) partiellement accessible au public :

- 6 bureaux CPAM d'accueil sur RDC accessibles au public,
- 2 bureaux CARSET d'accueil sur RDV accessibles au public,
- 12 Bureaux CAF (non accessibles au public),
- Salle de réunions CAF (non accessible au public),
- Local technique électrique courants Forts et faibles (non accessible au public),
- Sanitaires côté CAF accessibles au public.

Bâtiment D CAF partiellement accessible au public :

- Hall accueil CAF accessible au public,
- URSAFF désaffecté comprenant un accueil et 2 bureaux accessibles au public,
- Salle de repos CAF (non accessible au public),
- Local électrique (non accessible au public),
- Local technique noyau D/E (non accessible au public),
- Vestiaire agents de sécurité noyau D/E (non accessible au public).

Bâtiment E Echelon Local Service Médical (ELSM) partiellement accessible au public :

- Salle d'attente accessible au public,
- Espace accueil accessible au public,
- 8 bureaux accessibles au public,
- Bureau médecin conseil accessible au public,
- Salle visio (non accessible au public),
- Stockage économat / reprographie (non accessible au public),
- Bureau ELSM paysager (non accessible au public),
- Bureaux contigus avec l'accueil et la salle d'attente (non accessibles au public),
- Vestiaires (non accessibles au public).

Bâtiment F Echelon Local Service Médical (ELSM) non accessible au public :

- Local technique informatique noyau E/F,
- Local technique noyau E/F,
- 11 bureaux,
- 1 bureau paysager,
- Bloc sanitaire,
- Réserve 1 (LRM).
- Réserve 2 (LRM).

Etages 1 à 4 : non accessibles au public, comprenant :

- Bureaux,
- Salles de détente du personnel
- Salles de réunions,
- Sanitaires,
- Locaux techniques,
- Circulations horizontales,
- Paliers ascenseurs et escaliers.



5ème Etage : Anciennement partiellement accessible au public, devenu non accessible au public (public limité partiellement au RDC et au RDJ), comprenant :

- Salle de restaurant du personnel (cafétéria) cuisine et locaux annexes,
- Ancienne salle de réunion réaffecté en bureau paysager pour l'accueil temporaire des personnels durant le réaménagement d'un plateau,
- Sanitaires,
- Paliers ascenseurs et escaliers,
- Bureaux,
- Salles de détente du personnel,
- Locaux techniques,
- Circulations horizontales,

6ème Etage : Non accessible au public, comprenant :

- Bureaux direction CPAM,
- Salles de détente du personnel,
- Salle de réunion,
- Sanitaires,
- Locaux techniques,
- Circulations horizontales,
- Paliers ascenseurs et escaliers,

7ème Etage : Non accessible au public, comprenant uniquement des locaux techniques (Chaufferie gaz et local ventilation).

Description des bâtiments

REIMS - UIOSS - REAMENAGEMENT DES PLATEAUX A ET B R+1

Nombre d'étages au-dessus du rez-de-chaussée : 7

Nombre de niveaux en sous-sol : 2

Nature des locaux principaux : Etablissement administratif - Bureaux

➤ Caractéristiques des ouvrages :

Conditions d'accessibilité et desserte :

Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.

Description et isolement par rapport aux tiers :

Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.



➤ Classement des locaux

Locaux à risques particuliers :

| | |
|-----------------|---|
| Incendie | <ul style="list-style-type: none">- Local onduleur au R-1- Local serveur au R-1- Local VDI noyau A/B R+1- Archives plateau A R+1- Stock L.T. cage d'escaliers noyau A/B R+1 (existant non modifié)- Stockage plateau B R+1 |
| Explosion | <p>Sans objet</p> <p>En l'absence de DRPCE (Document Relatif à la Protection Contre les Explosions) ou à minima de l'indication des emplacements dangereux classés en zones et des critères de choix des matériels (caractéristiques minimales requises), il est noté que le Maître d'Ouvrage et le Maître d'oeuvre ne nous ont fait état d'aucune zone à risque.</p> <p>Notre avis ne préjuge donc pas de l'analyse de risque qui pourrait être faite par l'exploitant dans le cadre de son DRPCE.</p> |
| Choc électrique | Poste de transformation existant non modifié dans le cadre des travaux |

Installations classées :

Néant

1.4 ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT

Les avis que nous exprimons dans ce rapport, le sont pour un ouvrage achevé. Ces avis sont émis pour répondre, dans un cadre normatif ou réglementaire, au projet du maître d'ouvrage.

En l'état actuel du projet, les documents sur lesquels nous nous sommes prononcés correspondent : à des choix de principes constructifs, des mises au point techniques et études préalables à l'émission de documents d'exécution complets et précis.

Avant toute réalisation de partie d'ouvrage, il devra nous être communiqué l'étude d'exécution complète du lot à réaliser, avec toutes les justifications d'usages ou réglementaires. Préalablement le dossier d'exécution aura reçu l'approbation du maître d'œuvre, conformément à la norme NF P 03-100.

Pour nous prononcer valablement sur une étude d'exécution caractérisant l'ouvrage achevé, il est indispensable que l'ensemble des documents définissant la totalité des parties d'ouvrages à réaliser pour le lot concerné nous soit communiqué, conformément à la Norme NF P 03-100.

Les études d'adaptations en cours de travaux (documents indicés successivement), ne seront examinées qu'à titres exceptionnels et justifiés, en effet nos avis émis en cours d'exécution,



concernent uniquement en phase réalisation des projets complets et parfaitement aboutis en phase conception.

Dans le cas où, pour des raisons diverses, le mode constructif ou bien le choix de la technique à mettre en œuvre initialement étudié en phase conception changent, nous proposerons au maître d'ouvrage, un avenant à notre mission initiale.

Le maître d'ouvrage nous a confié les missions suivantes limitées au programme de travaux précédemment décrit :

- L : Relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*).
- LE : Relative à la solidité des existants.
- S : Relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH (**).
- Hand : Relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées.

(*) : *Dans le cadre d'opération de réhabilitation, la mission porte sur la compatibilité des ouvrages (L et LE) avec les existants. Le diagnostic des existants ne fait pas partie de la mission et doit nous être transmis.*

(**) : *La vérification des ouvrages au regard des installations classées ne fait pas partie des missions relatives à la sécurité des personnes. Les missions citées ci-dessus n'incluent pas les vérifications en vue de l'obtention du CONSUEL.*

NOTA : seules les missions relatives à la solidité et à la sécurité sont visées par l'accréditation COFRAC.

Le présent rapport concerne uniquement la mission S.

Le présent rapport ne se substitue pas aux divers documents exigés par CONSUEL (documents DRE xxx) pour autoriser le raccordement des installations électriques au réseau du distributeur local. Nous rappelons que cette vérification, réalisée au titre de la mission SEI, ne dispense pas l'employeur de la vérification initiale des installations électriques prescrite à l'article R.4226-14 du Code du travail.

➤ **Limites d'intervention sur existants :**

Interventions sur existants limitées aux travaux figurant dans la description (voir ci avant).

Notre mission se limite aux ouvrages existants modifiés dans le cadre du présent marché de travaux. Notre intervention comprend l'examen visuel de l'état apparent des existants mais ni le diagnostic préalable des ouvrages, ni l'établissement ou la participation à l'établissement d'un état des lieux concernant les existants. Il est rappelé que la responsabilité du contrôleur technique ne peut être engagée sur les parties non visibles ou non accessibles lors de ses visites et interventions. Au titre de la mission LE, le contrôle technique vise la prévention des risques induits par la réalisation des ouvrages et éléments d'équipements d'équipement neufs sur la solidité des parties anciennes de l'ouvrage. La solidité des parties d'ouvrages existantes non affectées par les travaux n'est pas visée par le contrôle technique LE.

Nota: Les diagnostics parasitaires du bois, les repérages amiante et les diagnostics plomb avant travaux ne relèvent pas des prestations de contrôle technique construction, tel que défini par la loi du 4 janvier 1978 (modifiée par ordonnance du 8 juin 2005). Il est de la responsabilité du maître d'ouvrage de les diligenter avant le démarrage des travaux.



1.5 AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS

➤ Prescriptions du Permis de Construire ou de l'autorisation de travaux

Les avis des Services Administratifs concernés et notamment ceux de la Commission de Sécurité compétente doivent être impérativement pris en compte .

Les prescriptions particulières annexées au Permis de construire ou à l'autorisation de travaux ne nous ont pas été transmises.

1.6 CLASSEMENT

REIMS - UIOSS - REAMENAGEMENT DES PLATEAUX A ET B R+1

Etablissement recevant du public :

Catégorie : 2

Type(s) et / ou activité(s) principale(s) : L - Salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles, ou usages multiples; W - Administrations, banques, bureaux

Le plancher bas du niveau le plus haut accessible au public se situe à plus de 8 m du niveau d'accès des services de secours.

Présence de locaux à sommeil : non

Etablissement pénitentiaire : non

Cloisonnement de type : Traditionnel

Classement incendie :

Source de classement : Autorisation de travaux

Date de l'avis des autorités compétentes : 02/06/2022

Rapport d'étude de la commission de sécurité n° PV-D2023.1414 sur la demande d'autorisation de travaux n° AT 051 454 23 K0152 déposée le 20/10/2023

Effectifs : Total = 1427

| Désignation ou niveaux | Mode de calcul | Public | Personnel | Cumul |
|-----------------------------------|---------------------------------|--------|-----------|-------|
| R+7 - Code du travail | Déclaration Maître d'ouvrage | 0 | 0 | 0 |
| R+6 - Code du travail | Déclaration Maître d'ouvrage | 0 | 12 | 12 |
| R+5 - Code du travail | Déclaration Maître d'ouvrage | 0 | 45 | 45 |
| R+4 - Code du travail | Déclaration Maître d'ouvrage | 0 | 173 | 173 |
| R+3 - Code du travail | Déclaration Maître d'ouvrage | 0 | 170 | 170 |
| R+2 - Code du travail | Déclaration Maître d'ouvrage | 0 | 223 | 223 |
| R+1 - Code du travail | Déclaration Maître d'ouvrage | 0 | 246 | 246 |
| RDC - Hall d'accueil - 37 bureaux | 1 personne / m ² | 328 | 166 | 494 |
| Rez de Jardin | Salles de réunions | 50 | 13 | 63 |

Référence : 54298142/1

REIMS - UIOSS - REAMENAGEMENT DES PLATEAUX A ET B R+1



| | | | | |
|---|------------------------------------|---|---|---|
| 2ème sous sol - Stationnement code du travail | Déclaration du maître d'ouvrage | 0 | 1 | 1 |
|---|------------------------------------|---|---|---|

Travaux réalisés avec autorisation (PC, AT, ...) : oui
Date de dépôt (PC,AT,...) : 20/10/2023
Référence de l'autorisation : AT 051 454 23 K0152 relative aux travaux ELSM et HALL CPAM

Classement vis-à-vis de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite :
Etablissement recevant du public situé dans un cadre bâti existant.
Etablissement recevant des travailleurs situé dans un cadre bâti existant.



1.7 FORMULATION DES AVIS

La signification des abréviations utilisées est précisée ci-après :

- **F : avis favorable**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception sont satisfaisantes. L'avis de principe est formulé sur la base des documents communiqués, sa portée est conditionnée par le degré de précision de ces documents.
- **S : avis suspendu**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception doivent être complétées. Les éléments d'information fournis sont insuffisants pour émettre un avis favorable sur les principes indiqués dans les documents communiqués, il y aura donc lieu d'apporter à DEKRA Industrial les compléments d'information nécessaires, faute de quoi notre avis devra être considéré comme défavorable.
- **D : avis défavorable**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception ne sont pas satisfaisantes et doivent être impérativement modifiées.
Il peut s'agir par exemple d'une disposition non conforme par rapport aux dispositions réglementaires ou aux règles de l'art, ou d'un risque aggravé de sinistralité.
- **SO : sans objet ou non applicable**
Les dispositions techniques citées dans le référentiel d'examen ne rentrent pas dans le cadre du projet examiné.
- **PM : pour mémoire**
La disposition concernée ne donne pas lieu à formulation d'un avis dans le cadre du document fourni au maître d'ouvrage : il s'agit en général d'une définition ou d'un rappel.
- **HM : hors mission**
La rubrique ou partie de rubrique concernée ne fait pas partie de notre mission. DEKRA Industrial attire l'attention du Maître d'ouvrage et des constructeurs sur ce point.
- **AC : autorités compétentes**
Les dispositions concernées nécessitent l'accord des autorités compétentes.
- **RS : rapport spécifique**
La disposition concernée est analysée dans un autre document.

La responsabilité de DEKRA Industrial ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages dont les documents ne lui ont pas été transmis ou d'ouvrages utilisés pour des destinations qui ne lui ont pas été signalées. Il en est de même pour des dommages liés à la non prise en considération de nos avis.

Les constructeurs seront donc particulièrement attentifs à diffuser leurs documents d'exécution et justificatifs ainsi qu'à prendre en compte les modifications ou dispositions complémentaires que nos avis pourraient révéler nécessaires.

Les résultats des auto-contrôles menés par les constructeurs concernant l'exécution de l'ensemble des ouvrages des différents corps d'état seront à nous transmettre au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Sur chantier, l'examen des ouvrages et éléments d'équipement est effectué sur les parties visibles et accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique, qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.



1.8 LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS

| DOCUMENTS | INDICE |
|--|--------|
| Dossier DCE GINGER DELEO transmis par courriel le 17/03/2025 | |



2 AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ

2.1 RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS

| N° | POINTS EXAMINÉS | COMMENTAIRES | AVIS |
|---|---|--|------|
| ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE | | | |
| 1 | Examen visuel préalable aux travaux en l'absence de communication de résultat d'études de diagnostic et état des lieux | Une reconnaissance préalable des ouvrages à démolir devra être effectuée par le titulaire du lot, ou par un bureau d'étude désigné. L'état de conservation des structures, la disposition des points porteurs devront être relevés; le procédé de démolition retenu devra tenir compte de ces éléments afin d'assurer la stabilité des ouvrages conservés. En particulier, toute ouverture ou démolition d'un élément de cloison maçonnée supposée "non porteur" devra faire l'objet d'une confirmation préalable de son caractère porteur ou non. | S |
| 2 | Examen du programme de travaux en lien avec l'état des existants. | Toute modification de charge sur les existants devra faire l'objet d'une justification particulière. Les liaisons aux ouvrages structurels existants devront être particulièrement étudiées. | S |
| Analyse par ouvrages et éléments d'équipements indissociables | | | |
| 3 | CONCEPTION D'ENSEMBLE | Les documents d'exécution (notamment notes de calcul et plans) et les fiches techniques des produits mis en oeuvre seront à nous transmettre par chaque entreprise chacune pour ce qui la concerne. Les avis techniques des produits ou ouvrages non traditionnels seront également à nous transmettre. | S |
| RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 1er GROUPE | | | |
| Arrêté du 25 Juin 1980 modifié: dispositions générales, établissements du 1er groupe | | | |
| 4 | Article GN 12 Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction | La justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction devra nous être communiquée. Les procès-verbaux seront à nous transmettre par chaque lot concerné. | S |
| 5 | Article GN 14 Conformité aux | La conformité aux normes essais de laboratoires des | S |



| N° | POINTS EXAMINES | COMMENTAIRES | AVIS |
|----|--|--|------|
| | normes essais de laboratoires | équipements et produits mis en oeuvre devra nous être transmise par chaque lot concerné. | |
| 6 | Article CO 28 Locaux à risques particuliers | <p>Les locaux concernés dans le cadre des travaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none">- Local onduleur au R-1- Local serveur au R-1- Local VDI noyau A/B R+1- Archives plateau A R+1- Stockage plateau B R+1 <p>Ces locaux devront être isolés des autres locaux avec des parois verticales et des planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure.</p> <p>Les blocs portes devront être coupe-feu de degré 1/2 heure et munis de ferme-portes.</p> <p>Les procès verbaux de classement de résistance au feu des parois verticales et des portes seront à nous transmettre.</p> <p>Le PV de classement de résistance au feu de l'évent du local serveur sera à nous transmettre.</p> | S |
| 7 | Article CO 29 Locaux à risques courants et logements du personnel | Les procès verbaux de classement de résistance au feu des parois verticales et des portes seront à nous transmettre. | S |
| 8 | Article MS 56 Principes généraux | <p>Essai par foyer type à prévoir en fin de travaux pour la validation des modifications apportées.</p> <p>Le PV d'essai par foyer type sera à nous transmettre.</p> <p>Nota : Surveillance dans les locaux à risques désignés par le maître d'ouvrage.</p> | S |
| 9 | Article MS 64 Principes généraux d'alarme | <p>La diffusion de l'alarme devra être audible en tous points des locaux concernés dans le cadre des travaux.</p> <p>Une vérification devra être réalisée en fin de travaux.</p> <p>Un complément de diffuseur sonore pourra être demandé si besoin.</p> | S |
| 10 | Article MS 73 Vérifications techniques | <p><u>Les documents afférents aux ouvrages à réaliser seront à nous communiquer (dossier d'exécution) :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- plan des zones de détection (ZD) avec localisation des ZDA et ZDM.- plan d'implantation des équipements. | S |



| N° | POINTS EXAMINES | COMMENTAIRES | AVIS |
|----|-----------------|--|------|
| | | <ul style="list-style-type: none"> - plan des zones de mise en sécurité (ZS) avec localisation des ZA, ZC et ZF. - plan de cheminement des canalisations. - plan précisant la localisation des dispositifs de commande, des DCT (y compris DAS auto commandés), des diffuseurs sonores, des organes de réarmement, des alimentations (EAE et AES) et des volumes techniques protégés. - tableau de corrélation entre ZD et ZS avec la liste des fonctions de mise en sécurité, principes généraux des scénarii. Description détaillée de chaque scénario, précisant les particularités éventuelles, telles que les temporisations. - schéma de principe ventilation avec identification des ZC, CTA et CCF. - listing de programmation SDI et CMSI. - schéma unifilaire du système installé avec synoptique du SDI et du CMSI. - listes des matériels du SSI (désignation, référence et quantité). - documentations techniques des matériels du SSI donnant leurs caractéristiques. - certificats de conformité aux normes des matériels (PV, certificat ou attestation) et documents attestant l'associativité entre les différents constituants (rapports d'associativité). - documentations techniques (mise en service, maintenance, etc.) des matériels du SSI donnant leurs caractéristiques. | |

Les documents suivants seront à nous transmettre en fin de travaux :

- Attestation de formation des utilisateurs.
- Procès verbal d'essai et de mise en service de l'installateur agréé.
- Procès verbal d'essai par foyer type.
- Procès verbal de réception technique du coordinateur SSI.
- Procès verbal du coordinateur SSI attestant de la mise à jour du dossier d'identité du SSI.

RISQUE D'INCENDIE DANS LES LIEUX DE TRAVAIL

Nouveau décret Code du Travail (modification 05/2012)

| | | | |
|----|---|--|---|
| 11 | Article R 4216-4 Détermination de l'effectif | <p>L'effectif décomposé par plateau sera à nous transmettre.</p> <p>Hypothèse : Chaque plateau comportera un effectif maximal de 99 personnes.</p> | S |
| 12 | Article R 4227-6 Portes | Les blocs portes de recoupement de circulation de chaque plateau devront fonctionner en va et vient. | S |



| N° | POINTS EXAMINES | COMMENTAIRES | AVIS |
|----|--|--|------|
| 13 | Article R 4227-14 Eclairage de sécurité en cas de défaillance éclairage normal | Le plan d'implantation de l'éclairage de sécurité sera à nous transmettre pour avis. | S |
| 14 | Articles R 4215-3 à R 4215-17 Conception et réalisation des installations électriques | <p>- Eclairage de sécurité par blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES) prévu. Plan d'implantation non communiqué.</p> <p>Il conviendra de prévoir des BAES notamment aux endroits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Au droit de chaque porte donnant respectivement sur les noyaux A/B et B/C ainsi que sur l'escalier de secours du A.- De chaque côté de chaque porte de recoupement de plateau- Dans les circulations afin d'indiquer les changements de direction et les distances supérieures à 15 m.- Dans le local onduleur et serveur.- Au droit des portes des locaux en enfilade. <p>Le plan d'implantation devra nous être communiqué pour avis avant le début des travaux.</p> <p>- Les appareils d'éclairage devront être fixés à un élément stable de la construction, ils devront être fixés de telle sorte que les faux plafonds démontables ne reprennent pas leur poids. Les appareils d'éclairage ne devront pas être recouverts d'isolant sauf justification du constructeur.</p> <p>- Les appareils électriques installés à poste fixe devront être équipés d'un organe de coupure de proximité (concerne notamment les unités extérieures et les unités intérieures de climatisation).</p> <p>- Le choix des matériels électriques (appareil d'éclairage, interrupteurs, socle de prise de courant...) devra être réalisé en prenant en compte des recommandations du guide pratique UTE C 15-103 de Mars 2004.</p> <p>- La distribution des circuits devra être réalisée de sorte de permettre les coupures générales ou divisionnaires des circuits spécifiques à l'éclairage normal des dégagements et des locaux équipés d'éclairage de sécurité.</p> <p>- Le local onduleur devra disposer d'une extraction conforme aux prescriptions de la norme NF C 15-100.</p> | S |



| N° | POINTS EXAMINES | COMMENTAIRES | AVIS |
|----|----------------------|---|------|
| | | <p>Le calcul du débit en fonction des batteries sera à nous transmettre. Concerne également le local serveur s'il comporte des batteries.</p> <p>- La note de calcul permettant de justifier de l'adéquation de l'appareillage et des canalisations utilisées devra nous être transmise, pour avis, avant le début des travaux.</p> <p>Dans les circuits polyphasés le conducteur de neutre devra posséder au moins une section identique à celle des conducteurs de phase du circuit. Considérant, pour l'activité prévue dans l'établissement, un taux d'harmoniques de rang 3 et multiple de 3 en courant compris entre 15 et 33 % ($15 \% < TH3 < \text{ou} = 33 \%$) conformément au tableau 52V du sous paragraphe 524.2.4 de la norme NF C 15-100 on obtient $S_{\text{Neutre}} = S_{\text{Phase}}$ et le facteur 0,84 correspondant au neutre chargé dans le calcul du courant admissible devra être pris en compte.</p> <p>- L'entreprise adjudicataire du lot électricité devra nous transmettre un dossier d'exécution, pour avis, avant le démarrage des travaux. Ce dossier d'exécution devra comporter les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- plan d'implantation des matériels électriques;- notices techniques des matériels, appareils et appareillages électriques (le degré de protection devra apparaître sur chaque notice, indices IP et IK);- attestations de conformité des blocs autonomes d'éclairage de sécurité aux normes de la série NF C 71-800 et admission de ces blocs autonomes d'éclairage de sécurité à la marque NF AEAS;- schémas des armoires électriques;- plan du réseau de terre et des liaisons équipotentielles;- notes de calcul si compteur de type tarif jaune. <p>En fin de travaux, l'entreprise adjudicataire du lot électricité devra nous transmettre un procès verbal d'autocontrôle exhaustif portant sur l'ensemble des ouvrages incombant à son lot.</p> | |
| 15 | CHAUFFAGE DES LOCAUX | <p>- La justification des débits d'extraction dans les locaux comportant des batteries d'accumulateurs sera à nous transmettre en référence à la norme NF C 15-100.</p> <p>- Le CCTP du Lot 2 indique à l'article 4.1 des CCF autocommandés tandis qu'à l'article 4.4, ils sont décrits asservis au SSI.</p> <p>Le CCF comporte un ZC et ne prévoit pas</p> | S |



| N° | POINTS EXAMINES | COMMENTAIRES | AVIS |
|----|--|--|------|
| | | l'asservissement des CCF au SSI. | |
| 16 | Application des dispositions des articles R. 121.1 à R. 121.5 du Code de la Construction et de l'Habitation (classification de matériaux et éléments de construction en fonction de leur comportement au feu) | Les procès verbaux de classement de réaction au feu des matériaux d'aménagement seront à nous transmettre. | S |
| 17 | Article 6 Distribution intérieure | Recoupement pour former 2 locaux de superficie inférieure à 300 m² par plateau à prévoir coupe feu de degré 1 heure avec portes de recoupement des circulations en va et vient pare flammes de degré 1/2 heure. Les procès verbaux de classement de résistance au feu des parois créées et des blocs portes mis en place seront à nous transmettre. | S |
| 18 | Article 7 b) Conduits et gaines | CVC : <ul style="list-style-type: none">- Conduits en acier galvanisé prévus pour les conduits de diffusion et de reprise d'air.- Les calorifuges sur les conduits devront être classés M1. Les procès verbaux de classement de réaction au feu seront à nous transmettre.- Le dossier d'exécution sera à nous transmettre (notamment plans, fiches techniques et attestations de conformité des équipements). | S |
| 19 | Article 9 Réaction au feu des matériaux et éléments de décoration | Les procès verbaux de classement de réaction au feu des matériaux et éléments de décoration seront à nous transmettre. | S |
| 20 | ➤ Article 9 Réaction au feu des matériaux et éléments de décoration Revêtement muraux des locaux et dégagement : M2 sauf exception | PV des matériaux concernés à nous transmettre avant exécution par l'entreprise adjudicataire du lot. | S |
| 21 | ➤ Article 9 Réaction au feu des matériaux et éléments de décoration Plafonds et plafonds suspendus des locaux et | PV des matériaux concernés à nous transmettre avant exécution par l'entreprise adjudicataire du lot. | S |



| N° | POINTS EXAMINES | COMMENTAIRES | AVIS |
|----|--|---|------|
| | dégagements : M1, sauf tolérance de 25% | | |
| 22 | ➤ Article 9 Réaction au feu des matériaux et éléments de décoration Revêtements de sol : M4 | PV des matériaux concernés à nous transmettre avant exécution par l'entreprise adjudicataire du lot. | S |
| 23 | Article R 4216-30 | Se reporter aux articles MS ci avant. Les plans d'intervention et d'évacuation devront être mis à jour pour tenir compte des modifications apportées. Les extincteurs devront être redéployés en tenant compte de la nouvelle configuration des locaux. | S |



2.2 ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE

Analyse par missions

| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | AVIS |
|---|--|------|
| <i>SOLIDITE DES EXISTANTS</i> | | |
| Définition générale de la mission | Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage. | PM |
| <i>COMPATIBILITE DU PROGRAMME DE TRAVAUX AVEC L'ETAT DES EXISTANTS</i> | | |
| Constat d'état des lieux, études et diagnostics fournis par le Maître d'Ouvrage | Un diagnostic sur l'état de conservation et la solidité des ouvrages existants devra nous être communiqué. Au titre de la mission LE, le contrôleur technique émet ses avis sur la base des études de diagnostic préalable et/ou d'états des lieux des existants qui lui sont transmis. En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants. | S |
| Examen visuel préalable aux travaux en l'absence de communication de résultat d'études de diagnostic et état des lieux | Une reconnaissance préalable des ouvrages à démolir devra être effectuée par le titulaire du lot, ou par un bureau d'étude désigné. L'état de conservation des structures, la disposition des points porteurs devront être relevés; le procédé de démolition retenu devra tenir compte de ces éléments afin d'assurer la stabilité des ouvrages conservés. En particulier, toute ouverture ou démolition d'un élément de cloison maçonnée supposée "non porteur" devra faire l'objet d'une confirmation préalable de son caractère porteur ou non. | S |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|--|---|------|
| Examen du programme de travaux en lien avec l'état des existants. | <p>Toute modification de charge sur les existants devra faire l'objet d'une justification particulière. Les liaisons aux ouvrages structurels existants devront être particulièrement étudiées.</p> <p>Au titre de la mission LE, le contrôle technique vise la prévention des risques induits par la réalisation des ouvrages et éléments d'équipements d'équipement neufs sur la solidité des parties anciennes de l'ouvrage. La solidité des parties d'ouvrages existantes non affectées par les travaux n'est pas visée par le contrôle technique LE, mais pourrait faire l'objet d'une mission de diagnostic spécifique.</p> | S |



Analyse par ouvrages et éléments d'équipements indissociables

| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|---|---|------|
| SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS INDISSOCIABLES | | |
| Définition générale suivant la norme NF P 03-100 | Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission de base L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent. Cette mission de base peut, suivant demande du Maître d'Ouvrage, être complétée par une ou des missions complémentaires relatives à la solidité. | PM |
| Obligation des acteurs de l'acte de construire | Suivant le Code de la construction et de l'Habitation, le contrôleur technique doit s'assurer que les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs énumérés à l'article 1792.1 du Code Civil (architecte, BET, entreprises,...) s'effectuent de manière satisfaisante. A ce titre, il est rappelé que les entreprises soumissionnaires doivent présenter dans leur offre, le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment : 1 - L'identification du responsable des vérifications techniques. 2 - Les procédures de vérifications de la validité des documents techniques établis. 3 - Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés. 4 - La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et/ou bons de livraison, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais à la charge des entreprises, etc...). | PM |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|------------------------------------|--|------|
| Expression des avis sur l'ouvrage | <p>Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique est amené à formuler des avis sur l'ouvrage, ou sur des parties d'ouvrage, plutôt que sur des produits isolés. L'appréciation éventuelle portée par le contrôleur technique sur le choix, par le prescripteur, d'un matériau ou d'une fourniture, n'est formulée qu'au regard de la capacité supposée de ce produit à conférer à l'ouvrage les caractéristiques requises.</p> <p>Le prescripteur reste bien sur libre de proposer tout produit similaire bénéficiant de justificatifs techniques équivalents, et ne remettant pas en cause les caractéristiques requises de l'ouvrage.</p> <p>Pour rappel des spécifications communes aux DTU, lorsqu'un DTU demande la mise en oeuvre de produits ou procédés couverts par un avis technique du CSTB, ou un DTA, ou une certification de produit, l'entreprise ne peut proposer de produits variants bénéficiant d'autres modes de preuve, attestés par organismes accrédités ou assimilés, en vigueur dans d'autres pays de l'espace économique européen, que si elle est en mesure d'apporter au maître d'ouvrage tous les éléments de preuve nécessaires à l'appréciation de l'équivalence (au moins un mois avant tout acte constituant un début d'approvisionnement). Il appartient alors au maître d'ouvrage d'accepter ou de refuser l'équivalence du produit proposé.</p> | PM |
| CONCEPTION D'ENSEMBLE | <p>Les documents d'exécution (notamment notes de calcul et plans) et les fiches techniques des produits mis en oeuvre seront à nous transmettre par chaque entreprise chacune pour ce qui la concerne.</p> <p>Les avis techniques des produits ou ouvrages non traditionnels seront également à nous transmettre.</p> | S |
| ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS | | |
| Cloisons (distribution - doublage) | <p>Les cloisons distributives non porteuses, dissociables de la structure, ne relèvent pas de la mission de contrôle L.</p> <p>Les cloisons de doublage thermique participant au clos couvert relèvent de la mission de contrôle L (prévention des condensations)</p> | HM |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|--|---|------|
| Doublage thermique | Les doublages thermiques participant au clos couvert relèvent de la mission de contrôle L (prévention des condensations). | HM |
| Revêtements de sol | Les revêtements de sol dissociables de la structure (peut concerner tout revêtement non scellé ou scellé sur couche de désolidarisation) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L. | SO |
| Faux plafonds et isolations en comble ou plénum | Les faux-plafonds dissociables de la structure ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L, sauf pour les éléments participant au clos-couvert (prévention des condensations) | HM |
| Garde-corps | Les éléments dissociables de la structure (garde-corps amovibles ou démontables) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L. | HM |
| Menuiseries intérieures | Les éléments dissociables de la structure (non scellés au gros oeuvre..) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L. | HM |
| Conduits de fumée individuels | | SO |
| Plomberie | Les éléments dissociables de la structure (non encastrés en dalle ni scellés au gros-oeuvre) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L | HM |
| Chauffage | Les éléments dissociables de la structure (non encastrés en dalle ni scellés au gros-oeuvre) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L. | HM |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | AVIS |
|------------------------------------|---|------|
| Ventilation - Climatisation | Les éléments dissociables de la structure (non encastrés en dalle ni scellés au gros-oeuvre ..) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L, sauf ceux participant au clos-couvert (prévention des condensations) | HM |
| Ascenseur | | HM |
| Distribution électrique | Les éléments dissociables de la structure (non encastrés en dalle ni scellés au gros-oeuvre) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L. | HM |



2.3 RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 1er GROUPE

Arrêté du 25 Juin 1980 modifié: dispositions générales, établissements du 1er groupe

| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|---|--|-------------------------------|
| <p>Livre 1 DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC</p> <p><i>Chapitre 1</i> <i>CHAPITRE UNIQUE</i></p> <p>Section 1 Classement des établissements</p> <p>Article GN 1 Classement des établissements</p> <p>Article GN 2 Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux</p> <p>Article GN 3 Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux</p> | <p>Établissement recevant du public des type W et L de 2ème catégorie.</p> <p>Les travaux objets du présent rapport sont cantonnés dans des volumes non accessibles au public.</p> | <p>PM</p> <p>SO</p> <p>SO</p> |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | AVIS |
|---|--|------|
| Section 2 Adaptation des règles de sécurité et cas particuliers d'application du règlement | | |
| Article GN 4 Procédure d'adaptation des règles de sécurité | | SO |
| Article GN 5 Etablissement comportant des locaux de types différents | A noter que les travaux objets du présent rapport sont limités dans des volumes non accessibles au public. | F |
| Article GN 6 Utilisations exceptionnelles des locaux | Concerne l'exploitant | PM |
| Article GN 7 Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur | | SO |
| Article GN 8 Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrées lors de l'évacuation | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| Article GN 9 Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants | | SO |
| Article GN 10 Application du règlement aux établissements existants | | F |
| Section 3 Contrôles des établissements | | |
| Article GN 11 Notification des décisions | | PM |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|---|--|------|
| Article GN 12 Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction | La justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction devra nous être communiquée. Les procès-verbaux seront à nous transmettre par chaque lot concerné. | S |
| Section 4 Travaux | | |
| Article GN 13 Travaux dangereux | Concerne l'exploitant | PM |
| Section 5 Normalisation | | |
| Article GN 14 Conformité aux normes essais de laboratoires | La conformité aux normes essais de laboratoires des équipements et produits mis en oeuvre devra nous être transmise par chaque lot concerné. | S |
| Section 6 Structures provisoires et démontables | | |
| Article GN 15 Réglementation applicable aux structures provisoires et démontables | ces structures sont soumises à l'arrêté du 25/07/2022 | PM |
| LIVRE II DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÉTABLISSEMENTS DES QUATRE PREMIÈRES CATÉGORIES | | |
| Titre 1 DISPOSITIONS GENERALES | | |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|--|--|------|
| <p><i>Chapitre 1</i> GENERALITES</p> | | |
| Article GE 1 Objet | | PM |
| Section 1 Contrôle des établissements | | |
| Article GE 2 Dossier de sécurité | | PM |
| Article GE 3 Visite de réception | A la demande d'autorisation d'ouverture | PM |
| Article GE 4 Visites périodiques | Concerne l'exploitant | PM |
| Article GE 5 Avis relatif au contrôle de la sécurité | Concerne l'exploitant | PM |
| Section 2 Vérifications techniques | | |
| Article GE 6 Généralités | | PM |
| <u>Sous section 1</u> <u>Vérifications techniques assurées par</u> <u>des organismes agréés par le ministre</u> <u>de l'intérieur</u> | | |
| Article GE 7 Conditions d'application | Le maître d'ouvrage n'a pas déclaré ces travaux situés dans des volumes non accessibles au public. | PM |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | AVIS |
|---|--|------|
| Article GE 8 Types de vérification | Mission SEI => RVRAT. | F |
| Article GE 9 Rapports de vérifications | | PM |
| <u>Sous Section 2</u> <u>Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents</u> | | |
| Article GE 10 Obligations des techniciens compétents lors des vérifications | | PM |
| <i>Chapitre 2</i> CONSTRUCTION | | |
| Section 1 Conception et desserte des bâtiments Article CO 1 à Article CO 5 | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| Section 2 Isolement par rapport aux tiers Article CO 6 à Article CO 10 | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| Section 3 Résistance au feu des structures Article CO 11 à Article CO 15 | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| Section 4 Couvertures Article CO 16 à Article CO 18 | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | AVIS |
|---|--|------|
| Section 5 Façades Article CO 19 à Article CO 22 | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| Section 6 Distribution intérieure et compartimentage Article CO 23 à Article CO 26 | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| Section 7 Locaux non accessibles au public, locaux à risques particuliers | | |
| Article CO 27 Classement des locaux en fonction de leurs risques | | PM |
| Article CO 28 Locaux à risques particuliers | <p>Les locaux concernés dans le cadre des travaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none">- Local onduleur au R-1- Local serveur au R-1- Local VDI noyau A/B R+1- Archives plateau A R+1- Stockage plateau B R+1 <p>Ces locaux devront être isolés des autres locaux avec des parois verticales et des planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure.</p> <p>Les blocs portes devront être coupe-feu de degré 1/2 heure et munis de ferme-portes.</p> <p>Les planchers hauts sont réputés coupe feu de degré 1 heure.</p> <p>Les procès verbaux de classement de résistance au feu des parois verticales et des portes seront à nous transmettre.</p> <p>Le PV de classement de résistance au feu de l'évent du local serveur sera à nous transmettre.</p> | S |
| Article CO 29 Locaux à risques courants et logements du personnel | Les procès verbaux de classement de résistance au feu des parois verticales et des portes seront à nous transmettre. | S |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|---|---|------|
| Section 8 Conduits et gaines Article CO 30 à Article CO 33 | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| Section 9 Dégagements Article CO 34 à Article CO 60 | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| Section 10 Tribunes | | |
| Article CO 61 Tribunes fixes par destination ou télescopiques | Les tribunes télescopiques sont soumises au contrôle de conception suivant arrêté du 25/07/2022 | SO |
| <i>Chapitre 3</i> <i>AMENAGEMENTS INTERIEURS,</i> <i>DECORATION ET MOBILIER</i> <i>Article AM 1 à Article AM 20</i> | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| <i>Chapitre 4</i> <i>DESENFUMAGE</i> <i>Article DF 1 à Article DF 10</i> | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| <i>Chapitre 5</i> <i>CHAUFFAGE, VENTILATION,</i> <i>REFRIGERATION, CLIMATISATION,</i> <i>CONDITIONNEMENT D'AIR ET</i> <i>INSTALLATION D'EAU CHAUDE</i> <i>SANITAIRE</i> <i>Article CH 1 à Article CH 58</i> | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|--|--|------|
| <i>Chapitre 6 INSTALLATIONS AUX GAZ COMBUSTIBLES ET AUX HYDROCARBURES LIQUEFIES Article GZ 1 à Article GZ 30</i> | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| <i>Chapitre 7 INSTALLATION ELECTRIQUE Article EL 1 à Article EL 23</i> | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| <i>Chapitre 8 ECLAIRAGE Article EC 1 à Article EC 15</i> | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| <i>Chapitre 9 ASCENSEURS, ESCALIERS MECANIQUES ET TROTTOIRS ROULANTS Article AS 1 à Article AS 11</i> | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| <i>Chapitre 10 INSTALLATIONS D'APPAREILS DE CUISSON DESTINES A LA RESTAURATION Article GC 1 à Article GC 22</i> | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| <i>Chapitre 11 MOYENS DE SECOURS CONTRE L'INCENDIE</i> | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|--|--|------|
| Section 1 Généralités | | |
| Article MS 1 Différents moyens de secours | | PM |
| Article MS 2 Dispositions particulières | | PM |
| Article MS 3 Documents à fournir | A la charge du maître d'ouvrage et/ou de l'exploitant. | PM |
| Section 2 Moyens d'extinction | | |
| Article MS 4 Différents moyens d'extinction | | PM |
| <u>Sous-Section 1</u> <u>Bouches et poteaux d'incendie privés et points d'eau</u> <u>Article MS 5 à Article MS 7</u> | | HM |
| <u>Sous-Section 2</u> <u>Branchements et canalisations</u> <u>Article MS 8 à Article MS 13</u> | | HM |
| <u>Sous-Section 3</u> <u>Robinets d'incendie armés</u> <u>Article MS 14 à Article MS 17</u> | | SO |
| <u>Sous-Section 4</u> <u>Colonnes sèches</u> <u>Article MS 18 à Article MS 21</u> | | SO |
| <u>Sous-Section 5</u> <u>Colonnes en charge (dites colonnes humides)</u> <u>Article MS 22 à Article MS 24</u> | | SO |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|---|------------------------------|------|
| <u>Sous-Section 6</u> <u>Installations d'extinction automatique ou à commande manuelle</u> <u>Article MS 25 à Article MS 30</u> | | SO |
| <u>Sous-Section 7</u> <u>Déversoirs ponctuels</u> <u>Article MS 31 à Article MS 34</u> | | SO |
| <u>Sous-Section 8</u> <u>Éléments de construction irrigués</u> <u>Article MS 35 à Article MS 37</u> | | SO |
| <u>Sous-Section 9</u> <u>Appareils mobiles et moyens divers</u> | | |
| Article MS 38 Caractéristiques | | PM |
| Article MS 39 Emplacement | | PM |
| Article MS 40 Moyens divers | | PM |
| Section 3 Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers | | |
| Article MS 41 Affichage du plan de l'établissement | A la charge de l'exploitant. | PM |
| Article MS 42 Moyens pour faciliter l'action des sapeurs-pompiers | | SO |
| Article MS 43 Tours d'incendie | | SO |
| Article MS 44 Trémies d'attaque | | SO |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|---|-----------------------------|------|
| Section 4 Service de sécurité d'incendie | | |
| Article MS 45 Généralités | A la charge de l'exploitant | PM |
| Article MS 46 Composition et mission du service | A la charge de l'exploitant | PM |
| Article MS 47 Consignes | | PM |
| Article MS 48 Formation et qualification du personnel du service de sécurité incendie | A la charge de l'exploitant | PM |
| Article MS 49 Service assuré par des sapeurs-pompiers | A la charge de l'exploitant | PM |
| Article MS 50 Poste de sécurité | | SO |
| Article MS 51 Exercices d'instruction | A la charge de l'exploitant | PM |
| Article MS 52 Présence de l'exploitant | A la charge de l'exploitant | PM |
| Section 5 Système de sécurité incendie (S.S.I.) | | |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|---|--|------|
| Article MS 53 Objet | Système de sécurité incendie de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1 existant. Réaménagement partiel du Niveau des Plateaux A et B et du Noyau A/B avec mise en place d'une détection automatique d'incendie dans les locaux désignés par le maître d'ouvrage (Stockages, archives, baies informatiques). Les locaux suivants seront équipés d'une détection automatique d'incendie : Bâtiment A – Niveau 1 : Archives, Noyau AB – Niveau 1 – Local baie informatique, Bâtiment B – Niveau 1 – Stockage. Lors de ces travaux la ZDa 24 est étendue, les ZDa 60 et ZDa 61 seront créées. | F |
| Article MS 54 Zones : terminologie | | PM |
| Article MS 55 Conception des zones | | F |
| <u>Sous-Section 1</u> <u>Système de détection incendie</u> | | |
| Article MS 56 Principes généraux | Essai par foyer type à prévoir en fin de travaux pour la validation des modifications apportées. Le PV d'essai par foyer type sera à nous transmettre. Nota : Surveillance dans les locaux à risques désignés par le maître d'ouvrage. | S |
| Article MS 57 Contraintes liées au système de détection incendie | | F |
| Article MS 58 Obligations de l'installateur et de l'exploitant | Fiches techniques, certificats de conformité et PV d'associativité des matériels à nous transmettre. | S |
| <u>Sous-Section 2</u> <u>Système de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.)</u> | | |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|--|---|------|
| Article MS 59 Généralités | Fiches techniques, certificats de conformité et PV d'associativité des matériels à nous transmettre. | S |
| Article MS 60 Automatismes | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| <u>Sous-Section 3</u> <u>Système d'alarme</u> | | |
| Article MS 61 Terminologie | | PM |
| Article MS 62 Classement | Système de sécurité incendie de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1 existant. | F |
| Article MS 63 Utilisation de l'alarme générale sélective | | SO |
| Article MS 64 Principes généraux d'alarme | La diffusion de l'alarme devra être audible en tous points des locaux concernés dans le cadre des travaux. Une vérification devra être réalisée en fin de travaux. Un complément de diffuseur sonore pourra être demandé si besoin. | S |
| Article MS 65 Conditions générales d'installation | | F |
| Article MS 66 Règles spécifiques applicables aux équipements d'alarme des types 1 et 2 | | F |
| Article MS 67 Conditions d'exploitation | | F |
| <u>Sous-Section 4</u> <u>Entretien et consignes d'exploitation</u> | | |
| Article MS 68 Entretien | A la charge de l'exploitant | PM |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|--|--|------|
| Article MS 69 Consignes d'exploitation | A la charge de l'exploitant | PM |
| Section 6 Système d'alerte | | |
| Article MS 70 Définition, règles générales | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| Article MS 71 Communications radioélectriques | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| Section 7 Entretien, vérifications et contrôles | | |
| Article MS 72 Entretien et signalisation | A la charge de l'exploitant | PM |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | AVIS |
|--|---|------|
| Article MS 73 Vérifications techniques | <p><u>Les documents afférents aux ouvrages à réaliser seront à nous communiquer (dossier d'exécution) :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- plan des zones de détection (ZD) avec localisation des ZDA et ZDM.- plan d'implantation des équipements.- plan des zones de mise en sécurité (ZS) avec localisation des ZA, ZC et ZF.- plan de cheminement des canalisations.- plan précisant la localisation des dispositifs de commande, des DCT (y compris DAS auto commandés), des diffuseurs sonores, des organes de réarmement, des alimentations (EAE et AES) et des volumes techniques protégés.- tableau de corrélation entre ZD et ZS avec la liste des fonctions de mise en sécurité, principes généraux des scénarii. Description détaillée de chaque scénario, précisant les particularités éventuelles, telles que les temporisations.- schéma de principe ventilation avec identification des ZC, CTA et CCF.- listing de programmation SDI et CMSI.- schéma unifilaire du système installé avec synoptique du SDI et du CMSI.- listes des matériels du SSI (désignation, référence et quantité).- documentations techniques des matériels du SSI donnant leurs caractéristiques.- certificats de conformité aux normes des matériels (PV, certificat ou attestation) et documents attestant l'associativité entre les différents constituants (rapports d'associativité).- documentations techniques (mise en service, maintenance, etc.) des matériels du SSI donnant leurs caractéristiques. <p><u>Les documents suivants seront à nous transmettre en fin de travaux :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- Attestation de formation des utilisateurs.- Procès verbal d'essai et de mise en service de l'installateur agréé.- Procès verbal d'essai par foyer type.- Procès verbal de réception technique du coordinateur SSI.- Procès verbal du coordinateur SSI attestant de la mise à jour du dossier d'identité du SSI. | S |
| Article MS 74 Contrôles | A la charge de l'exploitant | PM |
| Article MS 75 Autres obligations de l'exploitant | A la charge de l'exploitant | PM |



Arrêté du 21 avril 1983 modifié - Dispositions particulières Type W

| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|--|---|-----------|
| <p>LIVRE II DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÉTABLISSEMENTS DES QUATRE PREMIÈRES CATÉGORIES</p> <p>TITRE II DISPOSITIONS PARTICULIÈRES Article W 1 à Article W 16</p> | <p>Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.</p> | <p>HM</p> |



Arrêté du 5 février 2007 - Dispositions particulières Type L

| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|--|---|-----------|
| <p>LIVRE II DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÉTABLISSEMENTS DES QUATRE PREMIÈRES CATÉGORIES</p> <p>TITRE II DISPOSITIONS PARTICULIÈRES Article L 2 à Article L 85</p> | <p>Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.</p> | <p>HM</p> |



2.4 RISQUE D'INCENDIE DANS LES LIEUX DE TRAVAIL

Nouveau décret Code du Travail (modification 05/2012)

| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | AVIS |
|--|--|------|
| CODE DU TRAVAIL R 4216-1 A R 4216-30, ET R 4216-32 A 34 | | |
| <i>DISPOSITIONS GENERALES</i> | | |
| Article R 4216-1 Domaine d'application. | | PM |
| Article R 4216-2 Principes | | F |
| Article R 4216-2-1 Espaces d'attente sécurisés | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| Article R 4216-2-2 Espaces équivalents | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| Article R 4216-2-3 Dispense de dotation d'espaces d'attente sécurisés | | PM |
| Article R 4216-3 Isolement par rapport aux tiers | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|--|---|------|
| Article R 4216-4 Détermination de l'effectif | L'effectif décomposé par plateau sera à nous transmettre. Hypothèse : Chaque plateau comportera un effectif maximal de 99 personnes. | S |
| DEGAGEMENTS | | |
| Article R 4216-5 Unités de passage | | F |
| 1UP 0,90m; 2UP 1,40m ; 3 UP 1,80m ; largeur des dégagements proportionnelle aux effectifs appelés à les emprunter. | | F |
| Article R 4216-6 Conception des dégagements | | |
| Article R4227-4 Dégagements libres sans obstacle cul de sac à éviter | | F |
| Article R 4227-6 Portes | Les blocs portes de recoupement de circulation de chaque plateau devront fonctionner en va et vient. | S |
| Article R 4227-7 | | SO |
| Article R 4227-8 Ascenseurs, monte charge chemins ou tapis roulants non comptabilisés | | SO |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|--|--|------|
| Article R 4227-9 Escaliers prolongés jusqu'au niveau d'évacuation Classes parois et marches suivant arrêté (classement M3) | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| Article R 4227-10 Rampes et mains courantes à partir de 2 UP 1 de chaque côté | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| Article R 4227-11 Dissociation escaliers des étages et des sous sol au niveau RDC | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| Article R 4227-13 Signalisation vers sortie la plus proche ou espace d'attente sécurisé le plus proche si dégagement non utilisé habituellement indication "sortie de secours" | | F |
| Article R 4227-14 Eclairage de sécurité en cas de défaillance éclairage normal | Le plan d'implantation de l'éclairage de sécurité sera à nous transmettre pour avis. | S |
| Article R 4216-7 Saillies ou dépôts | | |
| Pas de réduction de la largeur, sauf aménagement fixe de hauteur $\leq 1,10\text{m}$ et saillie $\leq 0,10\text{m}$ | | F |
| Article R 4216-8 Calcul des dégagements | | |
| Voir tableau de calcul article correspondant | | PM |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|--|--|------|
| Article R 4216-9 Dégagement des locaux en sous-sol, dont l'effectif > 100 personnes et enfouissement > 2m | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| Article R 4216-10 Enfouissement | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| Article R 4216-11 Distances maxi à parcourir, cul de sacs | | F |
| Distance maximale à parcourir en étage ou en sous-sol pour gagner un escalier <= 40 mètres | | F |
| Distance maximale du débouché d'un escalier au rez-de-chaussée d'une sortie sur extérieur <= 20 mètres | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| Culs-de-sac <= 10 mètres. | | SO |
| Article R 4216-12 Caractéristiques des marches et paliers | | SO |
| ELECTRICITE | | S |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|--|---|------|
| <i>Articles R 4215-3 à R 4215-17</i> CONCEPTION ET REALISATION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES | <p>- Eclairage de sécurité par blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES) prévu. Plan d'implantation non communiqué.</p> <p>Il conviendra de prévoir des BAES notamment aux endroits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Au droit de chaque porte donnant respectivement sur les noyaux A/B et B/C ainsi que sur l'escalier de secours du A.- De chaque côté de chaque porte de recoupement de plateau- Dans les circulations afin d'indiquer les changements de direction et les distances supérieures à 15 m.- Dans le local onduleur et serveur.- Au droit des portes des locaux en enfilade. <p>Le plan d'implantation devra nous être communiqué pour avis avant le début des travaux.</p> <p>- Les appareils d'éclairage devront être fixés à un élément stable de la construction, ils devront être fixés de telle sorte que les faux plafonds démontables ne reprennent pas leur poids. Les appareils d'éclairage ne devront pas être recouverts d'isolant sauf justification du constructeur.</p> <p>- Les appareils électriques installés à poste fixe devront être équipés d'un organe de coupure de proximité (concerne notamment les unités extérieures et les unités intérieures de climatisation).</p> <p>- Le choix des matériels électriques (appareil d'éclairage, interrupteurs, socle de prise de courant...) devra être réalisé en prenant en compte des recommandations du guide pratique UTE C 15-103 de Mars 2004.</p> <p>- La distribution des circuits devra être réalisée de sorte de permettre les coupures générales ou divisionnaires des circuits spécifiques à l'éclairage normal des dégagements et des locaux équipés d'éclairage de sécurité.</p> <p>- Le local onduleur devra disposer d'une extraction conforme aux prescriptions de la norme NF C 15-100. Le calcul du débit en fonction des batteries sera à nous transmettre. Concerne également le local serveur s'il comporte des batteries.</p> | S |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|-----------------|--|------|
| DESENFUMAGE | <p>- La note de calcul permettant de justifier de l'adéquation de l'appareillage et des canalisations utilisées devra nous être transmise, pour avis, avant le début des travaux.</p> <p>Dans les circuits polyphasés le conducteur de neutre devra posséder au moins une section identique à celle des conducteurs de phase du circuit. Considérant, pour l'activité prévue dans l'établissement, un taux d'harmoniques de rang 3 et multiple de 3 en courant compris entre 15 et 33 % ($15\% < TH3 < \text{ou} = 33\%$) conformément au tableau 52V du sous paragraphe 524.2.4 de la norme NF C 15-100 on obtient SNeutre = SPhase et le facteur 0,84 correspondant au neutre chargé dans le calcul du courant admissible devra être pris en compte.</p> <p>- L'entreprise adjudicataire du lot électricité devra nous transmettre un dossier d'exécution, pour avis, avant le démarrage des travaux. Ce dossier d'exécution devra comporter les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- plan d'implantation des matériels électriques;- notices techniques des matériels, appareils et appareillages électriques (le degré de protection devra apparaître sur chaque notice, indices IP et IK);- attestations de conformité des blocs autonomes d'éclairage de sécurité aux normes de la série NF C 71-800 et admission de ces blocs autonomes d'éclairage de sécurité à la marque NF AEAS;- schémas des armoires électriques;- plan du réseau de terre et des liaisons équipotentielles;- notes de calcul si compteur de type tarif jaune. <p>En fin de travaux, l'entreprise adjudicataire du lot électricité devra nous transmettre un procès verbal d'autocontrôle exhaustif portant sur l'ensemble des ouvrages incombant à son lot.</p> | SO |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | AVIS |
|---|--|------|
| CHAUFFAGE DES LOCAUX | <p>Les travaux concernent le remplacement des radiateurs à eau chaude existants sur les plateaux concernés par les travaux de désamiantage. Actuellement encastrés dans des caissons limitant leur rayonnement thermique, ces radiateurs seront remplacés par des radiateurs panneaux en acier, installés aux mêmes emplacements. Les caissons d'habillage ne seront pas réinstallés afin d'optimiser la diffusion de la chaleur.</p> <p>Les liaisons hydrauliques réalisées en flexible inox entre les tuyauteries de chauffage situées au plafond des étages inférieurs et les radiateurs seront remplacées par des liaisons rigides. Les nouvelles liaisons hydrauliques seront refaites depuis les plafonds des étages inférieures et des nouveaux piquages seront refait afin de s'adapter au nouveau dimensionnement des radiateurs.</p> <p>La ventilation du local serveur sera réalisée depuis les installations de traitement d'air double flux existant passant à proximité dans le sous-sol. Il sera prévu un débit de ventilation de 140 m3/h dans le local.</p> <p>Pour cela il sera mis en place des gaines de ventilation sur le soufflage et l'extraction, ainsi que des grilles et diffuseurs qui seront installés directement sur les gaines.</p> <p>L'entreprise aura à sa charge le raccordement sur les installations existantes de traitement, ainsi que le percement des murs pour atteindre le futur local serveur.</p> <p>- La justification des débits d'extraction dans les locaux comportant des batteries d'accumulateurs sera à nous transmettre en référence à la norme NF C 15-100.</p> <p>- Le CCTP du Lot 2 indique à l'article 4.1 des CCF autocommandés tandis qu'à l'article 4.4, ils sont décrits asservis au SSI.</p> <p>Le CCF comporte un ZC et ne prévoit pas l'asservissement des CCF au SSI.</p> | S |
| STOCKAGE OU MANIPULATION DE MATIERES INFLAMMABLES | Se reporter à l'article CO 28 ci avant. | S |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|---|--|------|
| <i>BATIMENTS DONT LE PLANCHER BAS DU DERNIER NIVEAU EST SITUE A PLUS DE 8 METRES DU SOL</i> | | |
| Article R 4216-24 | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| Article R 4216-25 Accessibilité des bâtiments sur 1 façade aux services d'incendie et de secours | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| Article R 4216-26 Escaliers et ascenseurs encloisonnés ou à l'air libre | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| Article R 4216-27 Distribution intérieure par recoupements ou compartimentages et dispositions sur les aménagements intérieurs | | PM |
| Article R 4216-28 Application des arrêtés réaction et résistance au feu | | |
| Application des dispositions des articles R. 121.1 à R. 121.5 du Code de la Construction et de l'Habitation (classification de matériaux et éléments de construction en fonction de leur comportement au feu) | Les procès verbaux de classement de réaction au feu des matériaux d'aménagement seront à nous transmettre. | S |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | AVIS |
|---|--|------|
| Article R 4216-29 Modalités suivant arrêté d'application | | |
| Dans l'attente parution nouvel arrêté, l'arrêté du 5/8/1992 modifié est pris en référence . | | PM |
| Article 1 Domaine d'application | | PM |
| Article 2 Renvoi sur classification des matériaux au feu | | PM |
| Article 3 Accessibilité et desserte de l'établissement (voie échelles) | Article R 4216-27 | HM |
| Article 4 Isolement/tiers | Article R 4216-27 | HM |
| Article 5 Résistance au feu des planchers sur vide sanitaire : CF 1/2 h | Dispositions existante réputées satisfaites. | F |
| Article 6 Distribution intérieure | Recoupement pour former 2 locaux de superficie inférieure à 300 m ² par plateau à prévoir coupe feu de degré 1 heure avec portes de recoupement des circulations en va et vient pare flammes de degré 1/2 heure. Les procès verbaux de classement de résistance au feu des parois créées et des blocs portes mis en place seront à nous transmettre. | S |
| Article 7 a) Combles inaccessibles et faux plafonds | | SO |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | AVIS |
|--|---|------|
| Article 7 b) Conduits et gaines | CVC : - Conduits en acier galvanisé prévus pour les conduits de diffusion et de reprise d'air. - Les calorifuges sur les conduits devront être classés M1. Les procès verbaux de classement de réaction au feu seront à nous transmettre. - Le dossier d'exécution sera à nous transmettre (notamment plans, fiches techniques et attestations de conformité des équipements). | S |
| Article 8 Protection des escaliers et des ascenseurs | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. | HM |
| Article 9 Réaction au feu des matériaux et éléments de décoration | Les procès verbaux de classement de réaction au feu des matériaux et éléments de décoration seront à nous transmettre. | S |
| Revêtement muraux des locaux et dégagement : M2 sauf exception | PV des matériaux concernés à nous transmettre avant exécution par l'entreprise adjudicataire du lot. | S |
| Plafonds et plafonds suspendus des locaux et dégagements : M1, sauf tolérance de 25% | PV des matériaux concernés à nous transmettre avant exécution par l'entreprise adjudicataire du lot. | S |
| Parties translucides et transparentes incorporées dans les plafonds: | | SO |
| Revêtements de sol : M4 | PV des matériaux concernés à nous transmettre avant exécution par l'entreprise adjudicataire du lot. | S |
| Revêtements des escaliers encloués : | | HM |
| Revêtements en matériaux isolants : | | |
| <i>M1, si en contact direct avec l'air</i> | | PM |
| <i>Ou protégés par écran thermique, selon guide de l'isolation en habitation</i> | | PM |
| Eléments de décoration : | | |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|---|---|------|
| <i>M2 en dégagements protégés</i> | | PM |
| <i>M2 si S > 20% en local ou dégagement non protégé</i> | | PM |
| <i>M1 pour élément flottant avec S > 0,50 m² ou guirlandes situés dans local > 50 m² ou dans dégagement</i> | | PM |
| Tentures, portières, rideaux, voilages : | | SO |
| Gros mobiliers, agencement principal, planchers légers en superstructure : | | |
| <i>Ne doit pas gêner la circulation</i> | | PM |
| <i>Planchers légers en ossature M3</i> | | SO |
| MOYENS DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE | | |
| Article R 4216-30 | Se reporter aux articles MS ci avant. | S |
| | Les plans d'intervention et d'évacuation devront être mis à jour pour tenir compte des modifications apportées. | |
| | Les extincteurs devront être redéployés en tenant compte de la nouvelle configuration des locaux. | |
| Article R 4227-28 Responsabilité de l'employeur | | HM |
| Article R 4227-39 | | |
| Emargement du registre en phase exploitation | | PM |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|---|--------------|------|
| Article R 4227-40 Consignes à communiquer à l'inspecteur du travail | | HM |
| <i>PREVENTION DES EXPLOSIONS</i> | | |
| Article R 4216-31 Hors mission SEI ou STI | | PM |
| <i>DISPENSE DE L'AUTORITE ADMINISTRATIVE</i> | | |
| Article R 4216-32 Dispense par Directeur Régional du Travail et de l'emploi | | PM |
| Article R 4216-33 Instruction de la dispense | | PM |
| Article R 4216-34 Recours possible contre décision | | PM |



2.5 ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES

Décret n°2009-1272 du 21 octobre 2009 relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés aménagés dans un bâtiment neuf ou une partie neuve d'un bâtiment existant

| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|---|---|------|
| <p>Code du Travail 4ème Partie - Livre 2 - Titre 1 Obligations du maître d'ouvrage pour la conception des lieux de travail</p> <p>Chapitre 4 - Section 5 <u>Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés</u></p> <p><u>Arrêté du 27 juin 1994</u></p> | | |
| <p>CHEMINEMENT PRATICABLE</p> | L'arrêté du 27 juin 1994, détaillé ci-après, fixe les modalités pratiques d'application. | F |
| <p>ASCENSEUR PRATICABLE obligatoire si nécessaire pour l'accès aux niveaux accessibles</p> | | HM |
| <p>Dispositions complémentaires aux bâtiments dont plancher bas dernier niveau > 8 m (hormis IGH) destinées à assurer la sécurité des personnes handicapées en cas d'évacuation</p> | <p>Les principes d'évacuation en cas d'incendie GN 8 peuvent être une solution alternative mais uniquement après accord de la commission de sécurité.</p> | PM |
| <p>ESCALIER concerne un escalier au moins lorsque le niveau à desservir est d'un usage occasionnel pour les personnes handicapées et non desservi par ascenseur praticable</p> | <p>On recommande au maître de l'ouvrage qu'au moins 1 des escaliers d'usage courant réponde aux exigences ci-dessous même si le bâtiment comporte un ascenseur praticable.</p> | HM |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|---|---|------|
| PARC DE STATIONNEMENT AUTOMOBILE concerne tout parc intérieur ou extérieur dépendant d'un lieu de travail dont l'effectif >= 20 pers. | | HM |
| CABINETS D'AISANCES | <p>En application de l'article R. 235-3-18, les bâtiments accessibles aux handicapés doivent comporter au moins un cabinet d'aisances et un lavabo placé à proximité, aménagés de manière à en permettre l'accès et l'usage autonomes par des personnes circulant en fauteuil roulant.</p> <p>Le nombre de ces équipements accessibles est précisé à l'article R. 235-2-13.</p> <p>Chaque cabinet d'aisances accessible doit comporter un espace d'accès, à côté de la cuvette, de dimensions minimales, hors tout obstacle et hors débattement de porte, de 0,80 mètre par 1,30 mètre.</p> <p>La hauteur de la cuvette est comprise entre 0,46 mètre et 0,50 mètre.</p> <p>La commande de chasse d'eau doit pouvoir être atteinte par la personne handicapée et être facile à manoeuvrer par une personne ayant des difficultés de préhension.</p> <p>Une barre d'appui latérale doit être installée pour faciliter le transfert sur la cuvette. Cette barre d'appui doit comporter une partie horizontale située à côté de la cuvette et à une hauteur comprise entre 0,70 mètre et 0,80 mètre.</p> <p>Le cabinet d'aisances et le lavabo accessibles aux personnes handicapées doivent être desservis par un cheminement praticable.</p> <p>Lorsque les installations sanitaires sont séparées par sexe, les aménagements définis ci-dessus doivent être prévus pour les personnes handicapées de chaque sexe.</p> | HM |
| LOCAL DE RESTAURATION LOCAL DE REPOS | | HM |
| SIGNALISATION | | PM |



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | AVIS |
|--|--|------|
| <u>Dispositions recommandées :</u> <u>Accessibilité des personnes avec un handicap sensoriel ou mental (autre que moteur)</u> | Il est fortement recommandé au maître de l'ouvrage de rendre accessible son bâtiment aux personnes avec un handicap autre que moteur (déficiences sensorielles, mentales, etc.) car l'article R. 4214-26 du code du travail exige l'accessibilité aux lieux de travail pour les personnes handicapées, quelque soit leur type de handicap. Ainsi, nous ne pouvons que conseiller au client d'appliquer pour les handicaps, cités ci-dessus, les règles de l'arrêté du 1 ^{er} août 2006 modifié sans préjuger des détails pouvant être apportés lors de la parution du futur arrêté. | PM |

DEKRA Industrial SAS
ACT CTC CHAMPAGNE ARDENNE NORD

54, rue Saint Léonard
ZI Sud Est
CS60016
51686 REIMS CEDEX 2
Tel : 03.20.16.33.79

Contact : LAURENT LAZZERI

Référence : 54298142 / 5

Mission(s) : Hand, L*, LE, S*

Concerne : *Avis technique du 14/10/2025*

Maître d'ouvrage :

M Tony MONCUY
UNION IMMOB ORGANISMES S S - UIOSS
14 Rue du Ruisselet
51100 REIMS



REIMS - UIOSS - REAMENAGEMENT DES PLATEAUX A ET B R+1

REIMS - UIOSS - REAMENAGEMENT DES PLATEAUX A ET B
R+1

Avis technique du 14/10/2025

Complément au Rapport Initial de Contrôle Technique 54298142/1 du 17 mars 2025

Etabli par :

LAURENT LAZZERI

Responsable d'affaires



Madame, Monsieur,

Dans le cadre de la mission Hand, L*, LE, S*, nous formulons les observations suivantes :

| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|---|--|------|
| COMPLEMENT AU RAPPORT INITIAL DE CONTROLE TECHNIQUE 54298142/1 DU 17 MARS 2025 | | |
| Examen du CCTP indice C dossier 12447 IPH transmis par courriel le 14/10/2025 | <p>Les observations figurant dans notre rapport initial de contrôle technique (RICT) référencé 54298142/1 du 17 mars 2025 devront être prises en compte par l'entreprises titulaire.</p> <p>Nous avons noté que les câbles seront classés au moins de la classe Cca-s2, d2, a2. La norme NF C 15-100 - Édition 2024 devra être appliquée aux travaux (sauf si la date de demande d'autorisation de travaux est antérieure au 1er septembre 2025.</p> | S |



* Activités couvertes par l'accréditation COFRAC
Accréditation n° 3-105
Liste des implantations et portées disponibles sur www.cofrac.fr

DEKRA Industrial SAS,
Siège Social : PA Limoges Sud Orange, 19 rue Stuart Mill, CS 70308, 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr - N°TVA FR 44 433 250 834
SAS au capital de 25 060 000 € - SIREN 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120 B



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | Avis |
|-----------------|--------------|------|
|-----------------|--------------|------|

Les parcours prévus dans le parc de stationnement devront respecter les règles en vigueur.

Les dispositions visées dans la norme NF C 15-100 Partie 7-756 devront être respectées et notamment :

Classement des parkings :

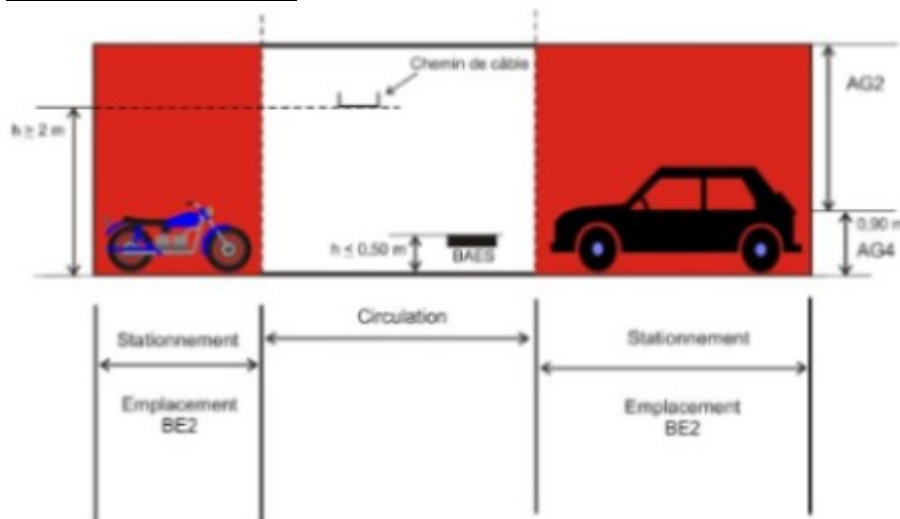
| Types d'ouvrage | Seuils d'application | Règlementations applicables |
|--|--|--|
| PARC DE STATIONNEMENT couvert pour les bâtiments à seul usage d'habitation | Superficie inférieure à 100 m ² | Aucune prescription, se référer au permis de construire |
| | Superficie égale ou supérieure à 100 m ² (PTAC ≤ 3,5 T) | Articles 77 à 96 de l'arrêté du 31 janvier 1986 modifié |
| PARCS DE STATIONNEMENT couverts recevant du public | Capacité comprenant jusqu'à 10 VEHICULES | Articles R4215-3 à R4215-17 du Code du travail |
| | Capacité supérieure à 10 VEHICULES (PTAC ≤ 3,5 T) | Articles R4215-3 à R4215-17 du Code du travail Articles PS du règlement de sécurité et son guide pratique relatif à la sécurité incendie dans les parcs de stationnement couverts ouverts au public (version 2 de janvier 2018) |
| PARCS DE STATIONNEMENT couverts recevant du public à rangement automatisé | Capacité supérieure à 10 VEHICULES (PTAC ≤ 3,5 T) | Articles R4215-3 à R4215-17 du Code du travail Articles PS 35 à PS 39 du règlement de sécurité |
| PARCS DE STATIONNEMENT couverts dans un bâtiment à usage professionnel | Aucune limite précisée (PTAC ≤ 3,5 T) | Articles R4215-3 à R4215-17 du Code du travail |

Tableau récapitulatif des influences externes :



| POINTS EXAMINES | OBSERVATIONS | | | | Avis |
|--|--------------|--------------------------|--|--|------|
| INFLUENCE EXTERNE | Code | Caractéristiques | MATÉRIELS caractéristiques minimales | Exemple de CAVALISATION (liste non exhaustive) | |
| TEMPÉRATURE AMBIANTE | AA4 | -5 °C, +40 °C | | | |
| Présence d'eau : | | | | | |
| • Cas général | AD2 | Chutes de gouttes d'eau | IP X1 ou IP X2 | Câbles FRW1X1G1, U700R2V, etc. Conducteurs isolés sous conduite ICA, IRL, ICTL, ICTA | |
| • Aires de lavage | AD5 | Jets d'eau | IP X5 | Câbles FRW1X1G1, U700R2V, etc. | |
| Présence de corps solides étrangers | AE4 | Poussières | IP 5X ou IP 6X | Câbles FRW1X1G1, U700R2V, etc. Conducteurs isolés sous conduite ICA, IRL, ICTL, ICTA | |
| Contraintes mécaniques ⁽¹⁾ : | | | | | |
| • $\geq 0,90 \text{ m}^{(2)}$ | AG4 | Très important | IK 10 | Câbles FRW1X1G1, U700R2V, etc. sous conduit IRL X50X ⁽³⁾ , IRL Conducteurs isolés sous conduit IRL X50X ⁽³⁾ | |
| • $\leq 0,90 \text{ m}^{(2)}$ | AG2 | Moyen | IK 07 ⁽⁴⁾ | Câbles FRW1X1G1, U700R2V, etc. Conducteurs isolés sous conduit ICA, IRL, ICTL, ICTA | |
| Nature des matières entreposées : | | | | | |
| • Emplacement de stationnement | BE2 | Risque d'incendie | Voir Partie 4-42 et 512.2.20 de la NF C 15-103-1 | FRW1X1G1 | |
| • Circulations | | Pas de risque d'incendie | | Câbles FRW1X1G1, U700R2V, etc. | |
| ⁽¹⁾ Pour les PARCS DE STATIONNEMENT soumis aux articles PS de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié, cette limite de 0,90 m est portée à 1,50 m. ⁽²⁾ Le chiffre 5 correspond à une résistance aux chocs de 20 joules selon le Code de classification pour les systèmes de conduite. Voir Annexe A de la norme NF EN 61386-1 2008. ⁽³⁾ Pour les bornes de véhicules électriques, voir la NF C 15-130-7-722. ⁽⁴⁾ Des protections mécaniques complémentaires peuvent être nécessaires suivant l'analyse de risques. | | | | | |

Coupe type sur parking :



Nota : Les pièces graphiques liées au CCTP transmis ne nous ont pas été communiquées.

F : Avis Favorable S : Avis Suspendu D : Avis Défavorable HM : Hors Mission SO : Sans Objet PM : Pour Mémoire

Les suites données aux éventuels avis suspendus ou défavorables devront nous être communiquées.
 Les avis suspendus ou défavorables non suivis d'effet seront repris dans notre Rapport Final de Contrôle Technique.
 La présentation éventuelle des observations par corps d'état est établie à titre indicatif. Elle ne préjuge pas des entreprises directement concernées par ces observations.